

Il serait facile de réagir à un des titres de La Tribune (cf à la fin) à propos des marges des entreprises, en incriminant les charges et les prélèvements obligatoires. Je choisis donc la difficulté liée à la complexité des mécanismes socio-économiques. Je me souviens d'une étude de la CCIP réalisée à la fin des années 90 qui pointait le risque de perte de compétitivité de l'économie française à cause de la faiblesse de l'investissement.

Nous étions une quinzaine d'année après l'ouverture des marchés financiers dont on sous-estime encore la dimension idéologique. J'entends par là que l'accès au crédit de l'immense majorité des entreprises a été alors conditionné, paradoxalement, par une exigence de fonds propres importante. Cela a d'ailleurs donné lieu à des comparaisons européennes qui battaient en brèche le soi-disant manque de capitaux propres des entreprises nationales (voir http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=242288 et http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=190245), ce qui m'avait permis avec mon co-auteur de l'époque de sortir un papier titrant « les entreprises françaises meurent en bonne santé ». En fait ce qui s'est passé, c'est que face à cette exigence de fonds propres (une convention dirait Orléans), les entreprises ont modifié du tout au tout leur manière de gérer l'incertitude des débouchés en préférant constituer des réserves plutôt que de continuer à investir lors des récessions. Ceci a constitué un changement important de comportement des PME et entreprises non cotées. C'est ce phénomène qui avait alerté la CCIP qui s'inquiétait du retard que notre économie pouvait prendre si pour préserver leur autonomie financière (réclamée par les banques en terme de garanties), les entreprises repoussaient, voire renonçaient à leurs investissements. On peut donc faire l'hypothèse que la faiblesse des marges aujourd'hui trouve aussi son origine dans une perte de compétitivité liée au retard accumulé en matière d'investissement et de R&D (il ne s'agit pas de rentabilité ou de taux de profit comme le dit l'article de La Tribune car dans les deux cas il s'agit d'apprécier la croissance du capital permise par l'activité, on rapporte un flux de revenus au stock de capital, ce qui n'est pas le cas du taux de marge qui rapporte un flux à un autre flux, celui de la production réalisée au cours de la période). Autrement dit les entreprises ont du mal à dégager des marges sur leur production.

Il est alors question des « charges » qui pèseraient sur les entreprises. Tout d'abord les travaux menés sur le sujet par l'INSEE et la Banque de France ont montré que tout allègement de charges, loin de dynamiser l'investissement, le pénalisait. Pourquoi ? Car les entreprises en période de difficulté, en particulier pour financer leur trésorerie, doivent présenter des bilans flatteurs, c'est-à-dire présentant un montant de fonds propres significatif. Investir à ce moment là oblige à mobiliser des fonds et donc « détériore » la structure de bilan telle que la souhaite les financeurs. Donc, les entreprises mettent en réserves, quand elles le peuvent, tout allègement dont elles bénéficient en période d'incertitude (vieux adage « un tu le tiens vaut mieux que deux tu l'auras ») afin d'éviter une détérioration toujours possible de leur situation financière pour garder la confiance des prêteurs. Ceci dit, les prélèvements que doivent assumer les entreprises correspondent aussi à de la consommation différée que ce soit via la protection sociale, les cotisations retraites, l'assurance chômage etc. ; il s'agit donc de ressources différées qui permettent de dégager une demande offrant des débouchés aux entreprises (celle de chômeurs, des malades, des retraités etc.). Autrement dit c'est un outil

contra-cyclique de gestion de la conjoncture comme l'a bien montré le moindre impact de la crise sur notre pays en 2008/2009 (voir les travaux de l'OFCE). Bien sûr que du point de vue individuel de l'entreprise face à un concurrent, le niveau des coûts à engager (je préfère ce terme à charge) peut être pénalisant, mais pour que ces coûts deviennent une valeur ajoutée, un chiffre d'affaires, il faut pouvoir vendre et cela dépend tout autant de ce niveau que de la capacité d'innovation et de réalisation de gains de productivité réels. Nous sommes donc confrontés à un effet de ciseau, entre une insuffisance d'investissement et de R&D (y compris en matière de politique publique) et un système de prélèvements qui malgré son rôle d'amortisseur des cycles conjoncturels pèse à court terme sur les marges. La plus grosse erreur serait de croire que c'est en le réduisant (ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas l'améliorer mais en gardant en mémoire son rôle de réducteur de l'incertitude) que nous améliorerons notre compétitivité car cette dernière dépend en dernière instance de la qualité de l'investissement matériel et immatériel. Il s'agit donc moins de supprimer des prélèvements que de s'assurer de leur efficacité et de leur meilleure allocation possible. Et se comparer à l'Allemagne ne renvoie alors qu'à la faillite de la politique industrielle des années 70 qui a abandonné des secteurs clés dans le secteur des biens d'équipements comme la machine outils.

« Si les groupes du CAC 40 se portent bien, ce n'est pas le cas pour l'ensemble des entreprises installées en France: leur taux de marge (taux de profit brut) est tombé fin 2011 à son niveau le plus bas depuis 26 ans, selon l'Insee. Pendant ce temps-là, celui de leurs concurrentes allemandes progresse... » (source :

[http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20120328trib000690758/la-rentabilite-des-entreprises-francaises-au-plus-bas-depuis1985.html#xtor=EPR-2-\[Morning+Briefing\]-20120329](http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20120328trib000690758/la-rentabilite-des-entreprises-francaises-au-plus-bas-depuis1985.html#xtor=EPR-2-[Morning+Briefing]-20120329)).



Bernard Paranke a rejoint Euromed Management en 2004 comme Professeur de Finance. Il est Délégué Général à l'EuroMéditerranée. Il est titulaire de la Chaire AG2R/La Mondiale "Finance Autrement: Investissement - Solidarités - Responsabilité" .

Docteur en Economie (Université Lyon Lumière – 1984) et titulaire de l'Habilitation à Diriger les Recherches (Université Lyon Lumière – 1995), il a débuté sa carrière en tant qu'économiste associé au sein du Cabinet d'Expertise Comptable Cabane et Méric à Lyon de 1984 à 1988, période durant laquelle il a réalisé de nombreuses missions d'assistance auprès de Comités d'Entreprise.

Après avoir assuré la responsabilité administrative du secrétariat d'un groupe politique au Conseil Régional Rhône-Alpes, il est recruté en 1990 par la Banque de France à Paris pour intégrer la Centrale de Bilans au sein de la Direction des Entreprises. De 1990 à 2000 il a publié un certain nombre d'articles sur la structure financière des entreprises en France et en Europe (dont certains accessibles sur http://papers.ssrn.com/sol3/cf_dev/AbsByAuth.cfm?per_id=1633). Il a été le représentant de la Banque de France auprès du Comité Européen des Centrales de Bilans de 1993 à 2001. Il a participé de 1993 à 1995 aux travaux du Groupe de travail BACH (base de données harmonisées de comptes d'entreprises – DG Entreprise) et jusqu'en 2001 à ceux du Groupe « Fonds Propres ». Il a présidé le Groupe de travail « Références sectorielles » de 1998 à octobre 2001.

Il a été responsable de deux programmes de recherche entre 1992 et 1997. Le premier a été conduit avec Sylvie Cieply du Centre de Recherche « Monnaie-Finance-Banque » de l'Université Lyon II - Groupe d'Analyse et de Théorie Economique (GATE) sur le thème du canal du crédit. L'autre a été mené avec Robert Salais et Dorothée Rivaud-Danset de l'IDHE « Institutions et Dynamiques Historiques de l'Economie » sur la problématique de l'évaluation de la qualité des entreprises.

De 1999 à 2002, il a été mis à disposition du Secrétariat d'Etat des PME alors rattaché au Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. Il a été chef du Bureau du financement des entreprises à la Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales. Durant cette période il était membre de la délégation française à l'OCDE au Groupe de travail PME du Comité de l'Environnement de l'Entreprise et de l'Industrie.

Professeur Associé de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne de 2001 à 2003, il est aussi membre du Comité de Rédaction d'*EuroMed Journal of Business* et du Comité Scientifique de *Techniques Financières et Développement* de l'Association « Epargne sans Frontières »,

Son programme de recherche porte sur les enjeux et les modalités de la coordination de l'action économique, en particulier dans le domaine du comportement des petites. Il s'intéresse aux régimes de gouvernance du type coopérative ainsi qu'à la dynamique « marketing/finance » dans les relations entreprise/communauté autour de la marque.

Il est co-auteur avec Bernard Belletante et Nadine Levratto de « *Diversité économique et mode de financement des PME* » publié en 2001 chez L'Harmattan. Il a co-dirigé la publication de « *L'Euro-Méditerranée: de l'espace géographique aux modes de coordination socio-économiques* » avec Nadine Levratto et Corinne Grenier publié chez L'Harmattan en 2007. Il a publié « *Construire l'Euroméditerranée* » en 2008 chez L'Harmattan.

« *La mosaïque des possibles moteur du changement des mondes* » (www.bparanque.com).

Publications :

Livres :

« Construire l'Euroméditerranée », L'Harmattan, 2008.

« L'euro-méditerranée : de l'espace géographique aux modes de coordination économique », sous la direction de B. Paranque, C. Grenier, N. Levratto. L'Harmattan, 2007.

« Diversité économique et modes de financement des PME » with Nadine Levratto and Bernard Belletante, L'Harmattan, 2000.

Chapitres

«After the Crisis: Rethinking Finance» (2010), chapter 4 «The individual-collective dialectic in management sciences: A re-reading based on the interpellation of finance from a marketing standpoint» with Bernard Cova.

«La PME algérienne et le défi de l'internationalisation», chapitre 13 avec Y.Zoubir, sous la direction de André Joyal, Mohamed Sadeg, Olivier Torres, L'Harmattan, 2010.

« Vers une pensée euroméditerranéenne », L'Harmattan, 2007 in « L'euro-méditerranée : de l'espace géographique aux modes de coordination économique », sous la direction de B. Paranque, C. Grenier, N. Levratto.

« Analyse comparée des performances des entreprises domiennes et métropolitaines » avec N. Levratto et L. Tessier, L'Harmattan, 2007 in «Comprendre les économies d'outre mer », sous la direction de N. Levratto.

« La puissance publique promoteur de nouveaux critères de décision de financement des entreprises » avec Nadine Levratto , L'Harmattan, 2005 in « L'action publique et ses dispositifs » sous la direction de Elisabeth Chatel, Thierry Kirat et Robert Salais,.

«The issue of corporate finance: theoretical approaches and previous empirical results» with Hans Friderichs and chapter 3 «Structures of corporate finance in Germany and France: a comparative analysis for west German and French incorporated enterprises with special reference to institutional factors» with Hans Friderichs and Annie Sauvé, Deutsche Bundesbank - Banque de France, 1999 in « Corporate Finance in France and Germany since 1987 » Ed. M.Scheuer and A. Sauvé.

Articles:

Levratto N., Paranque B. (2011) «Informational intermediation; a tool for evaluating the capacity of SMEs to access finance», EuroMed Journal of Business Vol 6, No 3, pp. 276-293.

Paranque B. (2010) « La nécessité d'une alternative à la création de valeur actionnariale ? », *Economie et Société*, série « Entreprise et Finance », KF, n°1, 11/2101, p. 1721-1744.

Brown A.M , Pignatelli I, Hanoteau J, Paranque B (2010) « The Silence on Climate Change by Accounting's Top Journals » *The International Journal of Climate Change: Impacts and Responses* Volume 1, Issue 4 pp 81-100

Paranque B., Baets W., Pruden O. H. (2007): « Agent Behavior, Financial Market and Welfare Theory », *Cyprus Journal of Sciences*, Vol. 5, ISBN: 1450-2291.

Girel M., Paranque B. (2006): « Systèmes Financiers en Euro-Méditerranée : enjeux, limites et perspectives », *Techniques Financières et Développement*, décembre, n° 85.

Paranque B. (2006): «Vers une économie de la PME», *Euro-Mediterranean Economics and Finance Review*, pp 25-36, Vol. 1, N°4, Septembre.

Jokung O., Paranque B., Romeiro P. (2005): « Financement des entreprises et marchés financiers en euro-méditerranée : enjeux et besoins » *Techniques Financières et Développement*, décembre, n° 81.

Pruden O. H., Baets W., Paranque B. (2004) : «Interpreting data from an experiment on irrational exuberance - Part B: Reflections From Three Different Angles », *Journal of Technical Analysis*, issue 62, summer-fall.

Pruden O. H., Paranque B., Baets W., (2004) : «Interpreting data from an experiment on irrational exuberance - Part A: Applying a Cusp Catastrophe Model and Technical Analysis Rules », *Journal of Technical Analysis*, issue 61, winter-spring.

Paranque B. (2004) : « Vers une économie de la petite entreprise », *Techniques Financières et Développement*, décembre, n° 77.

Conférences

Paranque B. (2012): « L'Economie Sociale et Solidaire : un Espace d'Action Spécifique ou un Espace de Ressource à Promouvoir ? » II Colloque sur l'épistémologie et la sociologie des sciences de gestion Universidade Federal de Santa Catarina - Campus Universitário - Trindade Florianópolis, Santa Catarina, Brésil (14-16 mars 2012)

Paranque B. (2012): « Marx le dernier des libéraux ? » II Colloque sur l'épistémologie et la sociologie des sciences de gestion Universidade Federal de Santa Catarina - Campus Universitário - Trindade Florianópolis, Santa Catarina, Brésil (14-16 mars 2012)

Paranque B. (2012): "The Social and Solidarity Economy: a Space for Specific Action or a Space of Resource to be Promoted?" International Management Research Academy Conference, 17-18 May, 2012, London – UK.

Paranque B. (2011): "How to enhance value ? A comparative approach between marketing and finance" 4th Annual Conference of the EuroMed Academy of Business"; "Business Research Challenges in a Turbulent Era" Elounda, Crete, Greece, 20th - 21st October 2011.

Bouchon C., Michard B., Plasse A., Paranque B. (2011): "Cooperatives and Governance: Forward-Looking or Stuck in the Past?", 4th Annual Conference of the EuroMed Academy of Business"; "Business Research Challenges in a Turbulent Era" Elounda, Crete, Greece, 20th - 21st October 2011.

Bouchon C., Michard B., Plasse A., Paraque B. (2011) : « Coopérative et Gouvernance : modernité ou archaïsme », CIRIEC, Valladolid, April.

Paraque B. (2010): «Au-delà de la création de valeur actionnariale? » Colloque international de management : Gouvernance, Management et Performance des Entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire : quelles spécificités ? 4 et 5 novembre 2010 à Lyon,

Paraque B. (2010): «La nécessité d'une alternative à la création de valeur actionnariale » track «Finance and sustainability», International Federation of Scholarly Associations of Management IFSAM juillet Paris.

Cova B. and Paraque B. (2010): «When Brand Community and Brand Valuation Collide: a Case Study», 6th Thought Leaders International Conference on Brand Management , Lugano, april 2010.

Paraque, B.and Zoubir, Y.H. (2010). Les PME face à l'économie de la connaissance et à l'Union de la Méditerranée. "La construction de la croissance des PME" Colloque, Marrakech, 11 &12 March 2010.

Paraque B. (2008): «Accounting and sens», first Sino Australian Conference on Accounting in Wuhan, China, a collaborative conference between Zhongnan University (China) and Curtin University (Australia) 31 october to 4th november keynote speaker.

Paraque B (2008) : «Peut on faire l'économie de la PME ? » , Dynamique des entreprises et des entrepreneurs au Maghreb, Alger, Algérie, 23, 24 et 25 novembre 2008.

Paraque B. (2008): "Introduction - Pour une pensée euroméditerranéenne », Colloque Premier Dialogue Euro Méditerranéen de Management Public, Marseille 10 and 11 october 2008.

Levratto N., Paraque B. (2007): «Informational intermediation; a tool for evaluating the capacity of SMEs to access finance», 7th Global Conference on Business and Economics -Rome, Italy, October 13-14, 2007